



L'emploi lourdement affecté par la crise dans l'aire urbaine de Flers

La crise économique a provoqué des pertes d'emploi importantes dans l'industrie non compensées par la progression de l'emploi dans le secteur non marchand. La diminution du nombre d'emplois s'est accompagnée d'une légère baisse de la population, de son vieillissement et d'une moindre présence ouvrière. Le centre de gravité économique et démographique de l'aire urbaine de Flers se déplace lentement du pôle urbain vers sa périphérie.

Fabrice Fourré, Insee

L'aire urbaine de Flers a particulièrement subi les effets économiques de la crise mondiale. De 2006 à 2011, 4,5 % des emplois ont disparu. C'est bien plus qu'en Basse-Normandie (- 0,5 %).

Mille emplois industriels perdus entre 2006 et 2011

Flers possède une forte tradition industrielle. En 2011, l'industrie procure encore 25 % des emplois dans l'aire urbaine, contre 16 % au niveau régional. Or, la crise de 2008 a eu des effets particulièrement marqués sur l'activité industrielle. Ainsi dans l'aire urbaine flérienne, 18 % des emplois industriels ont été détruits entre 2006 et 2011. Avec 1 600 salariés, Faurecia reste de loin le premier employeur de l'aire urbaine, mais les emplois dans l'industrie automobile ont reculé de

14 %. De même, la fabrication de produits métalliques qui bénéficie de la forte implantation locale du groupe MPO a perdu 28 % de ses emplois. De son côté, l'industrie agroalimentaire, moins sensible à la crise, a mieux résisté avec un recul de l'emploi limité à 5 %. Charal qui emploie 500 salariés est le troisième employeur de l'aire urbaine. En revanche, une centaine d'emplois ont été créés dans la fabrication de produits électroniques et d'équipements électriques avec des entreprises comme Thermocoax à Athis de l'Orne et Scopelec à Saint-Georges des Groseillers.

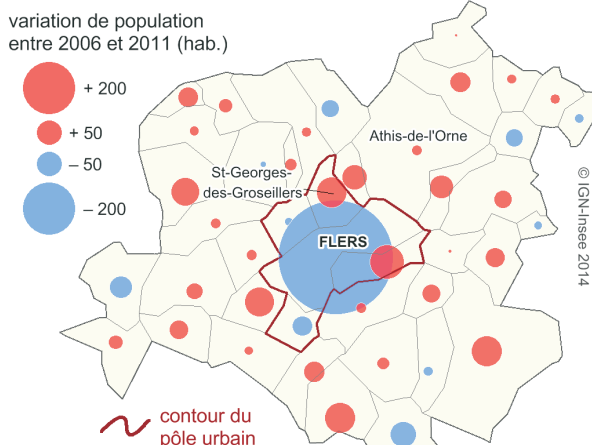
Les services marchands tels que l'immobilier, l'hébergement/restauration et les services à domicile ont pâti de la baisse de pouvoir d'achat liée à la crise et ont perdu également des emplois.

Dans le secteur de la construction, le recul du nombre de mises en chantier de logements neufs s'est traduit par la perte de 6 % des emplois alors qu'ils augmentaient de 6 % au niveau régional.

Dans le commerce, en revanche, la présence de chaînes de supermarchés et d'hypermarchés a permis une progression de 4 % des effectifs.

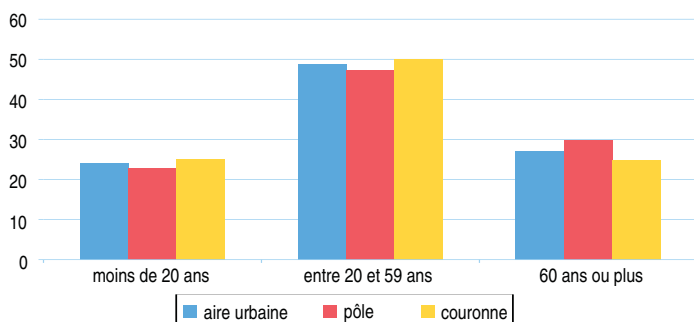
Les services non marchands ont amorti les effets de la crise. Dans les secteurs de la santé et de l'hébergement médico-social, les emplois ont progressé de 10 % et représentent 18 % des emplois en 2011. Le centre hospitalier Jacques Monod avec 850 salariés est ainsi le deuxième employeur de l'aire urbaine. Avec une augmentation de 13 % des emplois dans l'administration publique et de 4 % dans l'enseignement, les effectifs des services non marchands ont progressé de 9 % en 5 ans et représentent désormais 31 % des emplois de l'aire urbaine contre 27 % en 2006.

1 Variation de la population entre 2006 et 2011 (hab.)



Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

2 Répartition des habitants par tranche d'âge en % dans l'aire urbaine de Flers



source: Insee, recensement de la population 2011

Cependant, malgré une progression de 4 points en 5 ans, la place du secteur tertiaire reste encore inférieure au niveau régional avec 64 % des emplois contre 71 % en Basse-Normandie.

L'industrie se déplace vers la périphérie

L'emploi se déplace du centre vers la périphérie. Ainsi, la couronne qui accueillait 32 % des emplois industriels en 2006 en accueille 47 % en 2011. En revanche, le secteur non marchand et le commerce restent fortement concentrés dans le pôle urbain.

Comme les emplois, la population active s'installe dans la couronne et même au delà, puisqu'un quart des emplois de l'aire urbaine sont occupés par des actifs vivant en dehors. De la même façon, un quart des habitants de l'aire exercent leur activité professionnelle à l'extérieur de l'aire.

Moins d'emplois, moins d'habitants

Avec près de 46 000 habitants, l'aire urbaine de Flers est la cinquième de Basse-Normandie mais elle a perdu 300 habitants entre 2006 et 2011. En effet, l'installation de nouveaux habitants ne compense pas les départs (- 0,4 % par an) et malgré un solde naturel positif (+ 0,3 % par an), la population a décliné en moyenne de 0,1 % par an.

3 L'aire urbaine de Flers en quelques chiffres

Aire urbaine de Flers	Pôle	Couronne	Total
Nombre d'habitants en 2011	22 068	23 799	45 867
Taux annuel moyen de variation de la population entre 2006 et 2011	- 0,79 %	+ 0,50 %	- 0,13 %
- variation due au solde naturel	+ 0,09 %	+ 0,48 %	+ 0,29 %
- variation due au solde apparent des entrées-sorties	- 0,88 %	+ 0,02 %	- 0,42 %
Part des moins de 20 ans	22,90%	25,2 %	24,0 %
Part des 20 à 59 ans	47,40%	50,0 %	48,8 %
Part des 60 ans et plus	29,80%	24,8 %	27,2 %
Nombre d'emplois en 2011	12 274	5 580	17 855
Évolution du nombre d'emplois entre 2006 et 2011	- 8,87%	+ 6,57 %	- 4,53 %

Source : Insee, recensement de la population 2011

4 L'emploi par secteurs détaillés en 2011

	L'aire urbaine de Flers	Basse- Normandie	
	Effectif	%	%
Agriculture, sylviculture et pêche	700	3,9	5,4
Industrie	4 454	24,9	16,1
dont Métallurgie	642	3,6	2,2
Agroalimentaire	691	3,9	3,9
Textile, habillement, bois, papier, imprimerie	301	1,7	0,6
Automobile et autres transports	1 653	9,3	2,6
Construction	1 326	7,4	7,9
Commerce	2 315	13,0	12,8
Services marchands	3601	20,2	25,9
dont Hébergement et restauration	368	2,1	3,8
Transports et entreposage	616	3,5	4,0
Activités financières, assurance	348	1,9	2,3
Services non marchands	5 458	30,6	31,8
dont Administration publique	977	5,5	8,7
Santé	1 600	9,0	7,1
Hébergement médico-social et action sociale	1 628	9,1	8,6
Enseignement	1 253	7,0	7,4
Ensemble	17 855	100	100

Source : Insee, recensement de la population 2011, exploitation complémentaire

La baisse de la population a été forte dans la ville-centre (- 1,3 % par an) alors que sa périphérie connaît un essor démographique (+ 0,5 % par an). En 2011, 52 % des habitants vivent dans la couronne et 48 % dans le pôle urbain. L'équilibre était inverse en 1999.

De nombreux jeunes partent poursuivre leurs études ou trouver un premier emploi alors que dans le même temps des retraités s'installent. Ainsi, entre 2006 et 2011, la part de la population âgée de 65 ans ou plus est passée de 19 % à 20 % tandis que la part des jeunes de 15 à 29 ans régressait de 17 % à 15 %. Ces migrations, cumulées à l'effet générationnel du papy-boom, contribuent au vieillissement progressif de la population. En cinq ans, l'âge moyen de la population a progressé de 1,1 an pour atteindre 41,9 ans en 2011.

Le profil socioprofessionnel de l'aire urbaine s'est modifié en raison du déclin des emplois industriels. En cinq ans, la part des ouvriers dans la population active a chuté de 36 % à 32 %, alors que la proportion de cadres augmentait de 8 % à 10 % ■

Définition

Les **aires urbaines** permettent d'analyser les zones d'influence des villes en terme d'emplois. Ce sont des ensembles de communes constitués par un pôle urbain de plus de 10 000 emplois et par les communes formant sa couronne dont au moins 40 % des actifs occupés travaillent dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci.

Insee Basse-Normandie
5 rue Claude Bloch
BP 95137
14024 CAEN cedex
Tél. : 02 31 45 73 33

Directeur de la publication :
Daniel BRONDEL
Rédacteur en chef :
Didier BERTHELOT
Attaché de presse :
Philippe LEMARCHAND
02 31 15 11 14

ISSN 2416-8874
© Insee 2014

Pour en savoir plus

- "Le développement des services ne compense pas le ralentissement industriel", *Insee analyses Basse-Normandie*, n° 1, juin 2014
- "En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise", *Insee première*, n° 1 503, juin 2014

